

BAC GÉNÉRAL 2026
Correction épreuve de SES
Mardi 16 juin 2026

Dissertation

Alors qu'une nouvelle vague de chaleur touche actuellement la France, l'été 2025 se classait déjà comme le 3^e été le plus chaud depuis 1900 avec une température moyenne supérieure de 1,9 °C à la normale 1991-2020, d'après Météo-France. Ainsi, les inquiétudes liées au réchauffement climatique sont brûlantes, mais ne sont pas nouvelles. Les enjeux liés à l'environnement se sont construits petit à petit, par l'interaction de différents acteurs, en problème public, c'est-à-dire en problème nécessitant l'intervention des pouvoirs publics. Par conséquent, nous allons étudier le processus par lequel les questions environnementales sont devenues un problème public.

I. Différents acteurs participent à la construction des questions environnementales comme problème public.

A. La mobilisation des acteurs pour faire émerger les questions environnementales comme problème public...

- Certains acteurs se mobilisent afin d'identifier le problème, les causes du problème, l'importance du problème en récoltant notamment des données scientifiques. Il s'agit en particulier des associations militantes et de citoyens, des ONG, des experts issus des centres de recherche et des universités.

Document 1 : On peut voir dans ce document que le nombre de publications scientifiques sur la protection de l'environnement a fortement augmenté entre 2010 et 2020. Ainsi, selon le Ministère chargé de l'Enseignement supérieur et de la recherche, les publications scientifiques dans ce domaine pour 15 pays sont 3 fois plus importantes en 2020 qu'en 2010. Ce qui montre l'importance de ces rapports pour cadrer les problèmes environnementaux et la place des scientifiques.

- Une fois le problème cadré, ces acteurs vont chercher à informer la société civile et les décideurs afin que ces derniers s'emparent de ces questions.

Document 2 : Selon l'ADEME, en 2024, seulement 9 % des individus en France considèrent l'environnement comme étant la question la plus importante actuellement. Ce qui montre l'importance de la sensibilisation de l'opinion publique pour la mise à l'agenda des questions environnementales.

Document 4 : On peut voir qu'Alexandre Ricard, le PDG du groupe Pernod Ricard, et Paul Watson font en sorte de sensibiliser l'opinion pour obtenir des fonds pour la recherche océanographique.

B. ... permet la mise à l'agenda politique

- Ainsi, les acteurs vont formuler des propositions et négocier afin de convaincre les pouvoirs publics de la nécessité d'une mise à l'agenda politique afin de mettre en place une action publique pour lutter contre le problème identifié. Les partis politiques vont formuler des programmes écologiques, réaliser des débats politiques sur ce sujet, notamment lors des campagnes électorales. Certaines entreprises peuvent mobiliser des

ressources industrielles (innovations technologiques, processus de production) mais également marketing (publicités, travail sur l'image de marque...) du fait de ressources financières importantes. Les pouvoirs publics quant à eux vont participer à la construction des lois et à la mise en place de politiques publiques en faveur de la protection de l'environnement (normes polluantes, tri des déchets, etc.).

Document 3 : Selon l'INSEE, en 2023, en matière d'énergies renouvelables, les entreprises ici analysées ont investi environ 560 millions d'euros et prévoient d'investir 40 millions d'euros à l'avenir. Ainsi, de par leurs actions, les entreprises agissent et contribuent à faire émerger les questions environnementales à l'agenda politique.

II. Les acteurs entretiennent des relations de coopération et de conflit

A. Des relations de conflits

- Les différents acteurs vont avoir des relations de conflits : certaines entreprises vont freiner l'application des lois (le lobby du plastique freine la mise en œuvre des politiques publiques d'interdiction des plastiques à usage unique), la société civile organisée va dénoncer l'inaction des gouvernements (c'est par exemple le cas de l'Affaire du Siècle portée par quatre organisations de protection de l'environnement et de solidarité internationale : Notre Affaire à Tous, la Fondation pour la Nature et l'Homme (FNH), Greenpeace France et Oxfam France, qui ont attaqué l'État français en justice pour inaction climatique).

Document 2 : Selon l'ADEME, en 2024, seulement 9 % des individus en France considèrent l'environnement comme étant la question la plus importante actuellement, alors que 26 % considèrent que la hausse des prix est la question principale. Ce qui montre, comme au moment du mouvement des gilets jaunes, que des efforts environnementaux passant par exemple par la fiscalité pourraient difficilement être mis en œuvre actuellement.

B. Des relations de coopération

- Ces différents acteurs vont également avoir des relations de coopération : les pouvoirs publics et entreprises signent des accords (exemple du recyclage des déchets plastiques avec l'engagement de diminution des emballages plastiques dans la grande distribution), les ONG aident les collectivités locales à atteindre leurs objectifs (actions de ramassage de déchets), l'État mobilise la société civile pour trouver des solutions (convention citoyenne pour le climat en 2020).

Document 4 : On peut voir une relation de coopération entre une ONG et une entreprise afin de financer le programme Take OFF (Take Ocean For Future), une opération menée par l'Institut océanographique pour la protection des fonds marins.

Première partie : Mobilisation des connaissances (4 points)

Vous expliquerez une difficulté soulevée par les chocs asymétriques dans le cadre de la zone euro.

Les chocs asymétriques peuvent entraîner différentes difficultés dans le cadre de la zone euro. Un choc asymétrique est un choc d'offre ou un choc de demande qui aura des conséquences différentes selon le pays en raison de sa situation particulière. Ce choc asymétrique devrait donc appeler à des réponses différentes (des politiques différentes) selon le pays concerné. La zone euro correspond à l'ensemble des pays de l'Union européenne qui ont adopté l'euro comme monnaie unique, permettant une coordination des politiques monétaires et une stabilité monétaire au sein de cette zone.

Le candidat doit développer une seule des trois difficultés présentées ci-dessous :

- En situation de choc asymétrique, les pays vont avoir des besoins de politiques économiques différents. Or la BCE mène une politique unique de contrôle de l'inflation à un niveau proche de 2 %. Par conséquent, elle ne peut pas s'adapter à la situation économique de chacun des pays : certains pays peuvent avoir besoin d'un taux d'intérêt directeur faible pour relancer leur croissance alors que d'autres auraient besoin d'un taux d'intérêt directeur élevé.
- Également, lorsque les pays souhaitent mettre en place des politiques budgétaires de relance, ils vont être contraints par le Pacte de Stabilité et de Croissance (PSC) : la dette publique ne doit pas excéder 60 % du PIB et le déficit public 3 % du PIB.
- Pour terminer, l'UE, du fait de son faible budget, n'a pas les moyens d'aider les pays à faire face à ces chocs.

Deuxième partie : Étude d'un document (6 points)

Questions :

1. À l'aide des données du document et d'un calcul simple, vous comparerez l'évolution du vote systématique des 18-29 ans à celle de l'ensemble de la population entre 2002 et 2022. (2 points)

Selon Élisabeth ALGAVA et Kilian BLOCH dans « Vingt ans de participation électorale : en 2022, les écarts selon l'âge et le diplôme continuent de se creuser » publié dans *Insee Première*, en 2002, 31,4 % des personnes de 18-29 ans inscrites sur les listes électorales et résidant en France métropolitaine ont voté à l'ensemble des tours des élections nationales, contre seulement 17,3 % en 2022.

Dans l'ensemble de la population, en 2002, 47,6 % des personnes inscrites sur les listes électorales et résidant en France métropolitaine ont voté à l'ensemble des tours des élections nationales, contre 37 % en 2022.

Ainsi, le vote systématique a diminué entre 2002 et 2022 de 10,6 points de pourcentage ($47,6 - 37 = 10,6$) dans la population globale, et cette baisse a été encore plus importante pour les 18-29 ans, car elle a été de 14,1 points de pourcentage ($31,4 - 17,3 = 14,1$).

l'Étudiant

2. À l'aide du document et de vos connaissances, vous montrerez que l'engagement politique dépend de variables sociodémographiques. (4 points)

Il existe de nombreuses variables sociodémographiques, cependant il n'était pas nécessaire de toutes les mobiliser. Il fallait surtout se concentrer sur celles qui apparaissent dans le document, c'est-à-dire l'âge et le diplôme.

L'engagement politique correspond à **l'implication durable d'un individu dans des actions défendant une cause collective (vote, consommation engagée, engagement associatif, militantisme au sein d'un syndicat, d'un parti ou d'un mouvement)**. Il peut dépendre :

- **De l'âge et de la génération** : l'âge et en particulier la génération influencent l'engagement politique. Les jeunes sont moins souvent engagés dans les formes d'engagement dites conventionnelles (militantisme au sein d'un parti ou d'un syndicat : moins d'adhérents dans ces derniers ; le vote : abstention plus forte chez les jeunes), mais ne sont pas pour autant éloignés de la sphère de l'engagement (notamment associatif ou au sein de mouvements). Ils s'engagent de façon plus intermittente, en fonction des enjeux, dans des structures moins hiérarchisées, sur les réseaux sociaux, à travers la consommation engagée. Au contraire des générations plus âgées qui ont été socialisées à une époque où les partis politiques, les syndicats étaient plus structurants, où le vote était considéré comme un acte majeur.

Ainsi, on remarque que les plus âgés ont davantage tendance à voter systématiquement que les plus jeunes. Selon le document, en 2022, 17,3 % des jeunes de 18-29 ans inscrits sur les listes électorales et résidant en France métropolitaine ont voté à l'ensemble des tours des élections nationales, contre 47,7 % des 65 ans et plus.

- **Du niveau de diplôme** : les catégories diplômées s'engagent davantage que les moins diplômées. Ainsi, les plus diplômés acquièrent un sentiment de compétence politique grâce notamment à leurs ressources scolaires qui leur donnent une plus grande capacité de compréhension des grands enjeux du monde contemporain, une certaine maîtrise de la langue, de la confiance. Au contraire, les catégories peu diplômées s'excluent elles-mêmes de l'électorat et des militants par auto-censure, se sentant incompetentes pour mener des actions politiques (organisation, prise de parole en public nécessitant des compétences militantes qui ne sont pas à la portée de tous).

C'est pour cela que les plus diplômés votent davantage systématiquement que les moins diplômés. Selon le document, en 2022, 43,7 % des diplômés de l'enseignement supérieur inscrits sur les listes électorales et résidant en France métropolitaine ont voté à l'ensemble des tours des élections nationales, contre seulement 28,8 % des non-diplômés.

Troisième partie : Raisonnement s'appuyant sur un dossier documentaire (10 points)

Sujet : À l'aide de vos connaissances et du dossier documentaire, vous montrerez que la productivité des firmes sous-tend la compétitivité d'un pays, c'est-à-dire son aptitude à exporter.

La compétitivité d'un pays dépend de la capacité de ses firmes à exporter. Effectivement, afin d'être compétitif, un État va chercher à favoriser ses exportations au détriment de ses importations. Cependant, toutes les entreprises ne sont pas en mesure d'exporter, c'est surtout le fait des entreprises ayant le plus fort niveau de productivité. Ainsi, cette productivité va permettre aux entreprises de favoriser leur compétitivité-prix et hors-prix et ainsi d'exporter, ce qui va améliorer la compétitivité du pays.

La réponse pouvait donc s'organiser en deux paragraphes : compétitivité-prix et compétitivité hors-prix.

- **La compétitivité-prix** : c'est le fait de produire à des prix inférieurs à ceux des concurrents pour une qualité équivalente. Dans ce cas, la hausse de la productivité grâce au progrès technique va permettre la diminution des coûts unitaires de production et donc la baisse des prix des produits afin de pouvoir concurrencer les entreprises étrangères.

Document 2 : L'entreprise Aequs Aerospace France se dote d'une nouvelle machine d'usinage cinq axes à très haute vitesse. Cet investissement va permettre de fabriquer plus de pièces trains d'atterrissage (fonctionnement 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7). Cela a permis à l'entreprise d'exporter davantage et donc de voir son chiffre d'affaires très fortement progresser.

Document 3 : On remarque que même si l'Allemagne a vu son salaire horaire moyen par tête progresser de 15 % entre 2000 et 2022 selon le Rapport du Conseil National de Productivité, sa PGF a elle augmenté de 12 % sur la même période, permettant de compenser une partie des hausses du coût du travail et donc ainsi de continuer de proposer des prix compétitifs. Dans le même temps, le Japon a vu son salaire horaire moyen par tête stagner entre 2000 et 2022 selon le Rapport du Conseil National de Productivité, mais sa PGF a elle augmenté de 9 % sur la même période, permettant de dégager des gains de productivité et donc d'être plus compétitif.

- **La compétitivité hors-prix** : c'est le fait pour une entreprise de gagner des parts de marché grâce à des éléments autres que le prix. Ainsi, l'amélioration de la productivité va permettre de générer des gains de productivité qui vont permettre à l'entreprise d'innover en proposant des produits différents, de meilleure qualité que ceux des concurrents.

Document 1 : On peut voir que dans certains secteurs, la France exporte plus qu'elle n'importe. Ainsi, selon Statista, entre septembre 2023 et août 2024, les exportations françaises dans le secteur de l'industrie aéronautique et spatiale représentaient 57,1 milliards d'euros (contre 27,7 milliards d'euros pour les importations) et dans le secteur de la chimie, des parfums et cosmétiques, elles représentaient 75,4 milliards d'euros (contre 55,4 milliards d'euros pour les importations). Ce sont des secteurs dans lesquels la France est compétitive non pas par rapport aux prix mais par rapport à la qualité des produits et à un savoir-faire reconnu au niveau international, ce qui permet aux entreprises (comme Airbus, LVMH, etc.) d'exporter.

Document 2 : L'entreprise Aequs Aerospace France, en se dotant d'une nouvelle machine, a pu innover et réaliser le développement de nouvelles pièces. Ainsi, en améliorant son offre, elle a pu conquérir de nouveaux marchés et exporter davantage.